

Je me propose d'appuyer l'amendement présenté par mon honorable ami. Il vous a pris au mot monsieur l'Orateur, car vous avez dit qu'il pourrait le présenter à l'étape de la deuxième lecture.

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Ayant entendu le discours du ministre et pris connaissance de son projet de loi, je dois déclarer que l'exposé et surtout la mesure ne répondent nullement aux exigences. Un bon programme de logement serait une arme sûre contre le communisme. Une bonne loi en matière d'habitation nous fournirait l'instrument le plus propre à accroître nos ressources humaines et à relever la santé ainsi que le moral des gens. Dans tout pays, ceux qui fondent un foyer devraient avoir le même but que l'oiseau qui bâtit son nid. De même que l'oiseau songe à peupler son nid notre programme du logement devrait viser à peupler d'enfants les foyers canadiens.

J'ai remarqué qu'à la Chambre, nos discussions sur le logement revêtent en général un caractère objectif, doctrinaire, posé. Au lieu de s'arrêter à des théories, à des rêves et à des idées nébuleuses, il est temps que les Canadiens se mettent à l'œuvre en vue d'obtenir des résultats qui répondent à leurs exigences. A l'ouverture des hostilités, les ministres, au lieu de tenir à la Chambre des discussions insipides et doctrinaires, se sont mis à la tâche et ont obtenu des résultats. Ils ne revenaient pas à la Chambre à tout bout de champ expliquer pourquoi ils n'avançaient à rien. Le ministre lui-même a été le premier au pays à donner de bons résultats. Nous lui avons fourni les moyens de réussir. Il a réussi pendant la guerre. Il n'est pas venu nous demander pourquoi il ne réussissait pas.

Je sais que les difficultés sont nombreuses. sans vouloir en l'occurrence abreuver le ministre de reproches, j'estime que le temps des explications est venu, non seulement pour le Gouvernement mais pour tous les députés. On piétine, on n'avance pas et c'est le pays qui en souffre. Tout prouve que le pays est bien à court d'habitations, et pourtant nous admettons des milliers d'immigrants. Le présent débat prouve que nous ne bâtissons pas assez de maisons pour satisfaire les besoins des nouvelles familles. Que sera-ce en quelques années, quand nous aurons ouvert la porte à cette multitude d'immigrants? Ce n'est pas le temps de baguenauder, comme on dit dans l'Ouest. La situation est grave.

A une émission radiophonique intitulé "De quoi vous plaignez-vous", j'ai entendu une réponse qui m'a frappé. Il y a quelques semaines, une dame de Toronto se plaignait

de ce qu'elle-même, son mari et ses trois enfants eussent à loger dans une mansarde où il leur fallait transporter d'ailleurs l'eau de ménage. Récemment, un citoyen de Montréal affirmait qu'après avoir lu dans les petites annonces les offres de maisons à louer, il avait constaté que chacune précisait: "pas de jeunes enfants."

Sans vouloir dénigrer Ottawa, je signale que le même état de choses y règne. Un homme du nom de Rudy Lacasse qui, par suite d'un accident dû à une mine, a perdu les deux jambes en Hollande signalait le 18 mars 1948 qu'il occupait une petite pièce à l'étage munie d'un escalier extérieur, à Rockcliffe. Lui et son épouse désirent adopter un enfant, les institutions compétentes en matière de placement des enfants refusent cependant de leur confier un enfant parce qu'ils n'ont qu'une pièce où faire la cuisine, manger et dormir. L'autre jour une jeune femme d'Ottawa, mère d'un bel enfant de cinq ans, à laquelle on demandait si elle ne désirait pas un autre bébé, répondit qu'il était certes inutile d'y songer à cause de la crise du logement qui sévit à Ottawa. Le problème de l'habitation influe sur le taux de la natalité. Je ne veux rien exagérer, mais nous devons nous rendre compte que notre survivance nationale est en jeu et qu'elle peut fort bien dépendre du nombre d'enfants que nous saurons élever d'ici vingt ans. Nous ne pouvons tolérer aucune situation qui tend à abaisser le taux de la natalité.

Comme l'a signalé l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell), les circonstances dans lesquelles vivent plusieurs de nos concitoyens sont de nature à détruire leur équilibre émotif et moral. Nous ne pouvons certes pas nous permettre de sacrifier cet équilibre. Un trop grand nombre des travailleurs et des contribuables de demain,—j'espère que le Gouvernement comprendra la situation mais apparemment il ne comprend que ce que l'on peut exprimer en dollars et cents,—un trop grand nombre des travailleurs et des contribuables de demain, ainsi que des combattants de l'avenir, ne peuvent trouver où loger leurs enfants au Canada, les enfants manquent de même de lieux salubres où s'amuser durant la période de leur croissance.

La pénurie de maisons empêche même les gens de se marier.

Que pouvons-nous faire à ce sujet? Je n'ai pas une bien haute opinion des gens qui se plaignent de la situation sans offrir de solution pratique. Je me permettrai de formuler une proposition qui me semble digne de considération en ce moment. Tout d'abord, le ministre devra recourir aux subventions. En